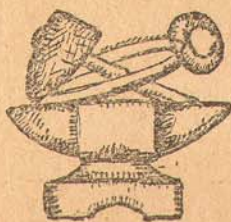


intellectuelle, sur ce qu'il a maintes fois écrit en 1914, 1915, 1916, de la nécessité de constituer la III^e Internationale, constate « le Krach de l'Internationale de Zimmerwald », qui n'a pas pu se résoudre à une rupture décisive avec les socialistes de défense nationale. Il passe en revue les forces de la future Internationale, « internationaliste en fait », en écarte Longuet, Ledebour, Haase, Mastov, tous centristes, et conclut :

« Attendre ? Non. Fonder la III^e Internationale ! »



III

Le flot monte. — Le 22 avril...

Il faudrait pouvoir suivre, en même temps que les développements de la pensée de Lénine, ceux des événements. Mais c'est chose impossible. Force me sera de noter seulement, dans la grande bourrasque, quelques faits, quelques dates, servant de points de repère. Du 22 au 27 février, la rue de Pétrograd balait l'autocratie. Le 27 février, le Soviet de Pétrograd se constitue. Nicolas II abdique le 2 mars en faveur du grand-duc Michel, qui abdique à son tour le 3. Le 14 mars, le Soviet de Pétrograd lance son appel aux peuples, pour une paix démocratique. Le 18 avril, M. Milioukov, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement Lvof, adresse une note aux puissances. Le gouvernement russe reste fidèle aux traités, c'est-à-dire à l'impérialisme, tout en souhaitant une paix démocratique. « La Russie fera la guerre jusqu'à la victoire totale. » L'hypocrite formule n'est que trop claire. (« Les conditions de la paix ne peuvent être arrêtées qu'en plein accord avec nos alliés... On ne peut pas ignorer les principes reconnus par tous les alliés, de la reconstitution de la Pologne, de l'Arménie et de la satisfaction des revendications nationales des Slaves d'Autriche... » Déclaration de Milioukov, à Moscou, 10-23 avril.)

Dans la *Pravda* du 13, Lénine répond à ces nettes paroles de l'homme d'Etat bourgeois par un appel aux soldats :

« Camarades soldats ! Déclarez que vous ne voulez pas mourir pour les traités secrets signés par Nicolas II et demeurés sacrés pour Milioukov ! »

Sur la guerre, les idées de Lénine sont bien claires depuis le premier jour. Dans cette conflagration mondiale, seule la petite Serbie pourrait invoquer à bon

droit les nécessités de la défense nationale. Les grandes puissances belligérantes se battent pour un nouveau partage du monde. Toutes impérialistes, elles sont toutes également responsables. Le devoir des révolutionnaires est de combattre chacun le gouvernement de son pays et de préparer la révolution qui peut résulter de la guerre. La révolution russe n'a rien à attendre ni de la bourgeoisie libérale russe, ni des Etats alliés ; elle a tout à attendre des prolétaires du monde et en premier lieu de l'« ennemi », du pauvre bougre de soldat allemand ou autrichien avec lequel il faut, autant que possible, fraterniser dans les tranchées...

Ces vérités évidentes, les bolchéviks sont les seuls à les exprimer sans cesse. Elles traduisent en formules lapidaires, elles élèvent à la conscience théorique, le sentiment impérieux et précis des masses, en premier lieu des masses de combattants. Ce qui les séduit au bolchévisme, c'est sa netteté, alors que le Soviet menchévik et socialiste-révolutionnaire adopte des formules équivoques, n'ose même pas désapprouver l'Emprunt de la Liberté, que l'*Edinstvo* de Plékhanov, la *Gazette ouvrière*, *Terre et Liberté*, *La Volonté du Peuple*, bref toute la presse de la « démocratie révolutionnaire », appuient...

La note de Milioukov aux Alliés (du 18 avril), provoque une crise immédiate. On peut dire que la première vague de la révolution d'octobre monte à ce moment, avec une force irrésistible, du fond de l'indignation populaire.

« Le gouvernement découvre son jeu », écrit Lénine. — « Que va faire le Soviet ? Ou le Soviet s'inclinera et Milioukov l'anéantira demain ; ou le Soviet entrera dans notre voie... » Pour la première fois, l'article de la *Pravda* se termine par ces mots :

« Ouvriers et soldats, dites-le maintenant bien haut : nous exigeons un pouvoir unique, celui des Soviets ! » (20 avril.)

Le 22, Lénine insiste : les gouvernements capitalistes ne peuvent pas ne pas vouloir d'annexions. « En dehors de la transmission du pouvoir à la classe révolutionnaire, pas d'issue. » Ce sont des jours graves. A Pétrograd et à Moscou, des foules ouvrières déferlent dans les rues. « Pétrograd bout. » On manifeste contre la guerre. On contre-manifeste. Sur les bannières dressées au-dessus d'une mer humaine, à la perspective Nevsky, on lit ces mots en lettres énormes : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Au coin de la Sadovaïa, des patriotes tirent sur les « antipatriotes ». Premiers coups de feu de la guerre civile. Pendant ce temps, le Soviet, toujours dirigé par les menchéviks, reçoit les explications du gouvernement — et s'en déclare satisfait... Par 34 voix contre 19, l'Exécutif du Soviet vote la confiance au gouvernement provisoire... « L'incident » est liquidé. Pauvres politiques, lamentables socialistes que ceux qui, dans les événements de ces jours, n'ont vu qu'un « incident » à liquider par

un vote ! Heureusement qu'une voix, claire, celle-là, retentit à l'écart :

« Ce n'est pas, constate Lénine, ni la première ni la dernière oscillation de la masse petite bourgeoise et demi-prolétarienne.

« Mais, camarades ouvriers, l'heure presse. Cette première crise sera suivie d'autres crises. Consacrez toutes vos forces à la propagande, à convaincre les arriérés, non seulement par des meetings, mais par le contact direct avec chaque groupe, avec chaque régiment... »

« Groupez-vous autour des Soviets. Dans les Soviets, par la persuasion fraternelle et par le renouvellement partiel des mandats, formez une majorité. » (23 avril.)

Ainsi Lénine ne se laisse point griser par la montée du flot de foule qui vient d'ébranler le gouvernement Lvof. Son mot d'ordre reste : *Propagande ! Propagande !* L'éditorial de la *Pravda* du même jour, non signé, mais écrit par lui, se termine par ces lignes en caractères gras :

« Nous ne serons pour le passage du pouvoir aux prolétaires et aux demi-prolétaires que lorsque les Conseils des Ouvriers et des Soldats se rangeront à notre politique et voudront prendre le pouvoir. »

IV

Et voici des ministres socialistes

Milioukov, devenu impossible, a démissionné. Le 1^{er} mai, dans toutes les villes de Russie, d'immenses manifestations populaires exigent une paix démocratique. La fermentation du pays est telle que l'autorité du gouvernement provisoire apparaît surtout formelle. Lénine, observateur sagace des petits faits quotidiens, en note deux, d'une profonde signification. A Nijni-Novgorod, les ouvriers ont supprimé la police. Une milice prolétarienne, payée par les usines, assure l'ordre. En Sibérie, à Iénisseïsk, le Soviet a pris le pouvoir. Le président du Conseil, prince Lvof, envoie là-bas un commissaire. « Les fonctionnaires nommés, décide fièrement le Soviet de l'endroit, ne commanderont qu'après avoir passé sur nos cadavres. » On pourrait noter des milliers de faits analogues. Partout, dans l'immense Empire, par millions, de telles initiatives proclament la naissance d'une société nouvelle, dans la déliquescence des anciens pouvoirs. Le gouvernement purement bourgeois du prince Lvof (dans lequel Kérénsky, représentant officieux du Soviet, était le seul socialiste) cède la place, le 6 mai, à un gouvernement de coalition socialiste-bourgeois, comprenant deux menchéviks (Tseretelli aux Postes et Télégraphes, Skobeleff au Travail), et deux socialistes-révolutionnaires (Tchernov à l'Agriculture, Kérénsky, Guerre et Marine). A leurs partis et aux travailleurs,

ces ministres socialistes promettent de travailler pour la paix des peuples, de préparer une solution à la question agraire, de hâter la réunion de la Constituante. Les campagnes espèrent. Tchernov, le leader du parti socialiste-révolutionnaire, parti de la révolution agraire, n'est-il pas au pouvoir ? Période confuse d'espérances populaires et de déception. Les ambassadeurs alliés commencent à s'inquiéter. A quand la prochaine offensive russe, à quand ?



Les Bolcheviks travaillent

« La justesse de notre tactique est chaque jour confirmée. Mais nous avons besoin d'une organisation des masses prolétariennes, trois fois meilleure qu'aujourd'hui. Dans chaque arrondissement, dans chaque quartier, dans chaque usine, dans chaque compagnie de troupe, nous devons avoir une organisation fraternelle, capable d'agir comme un seul homme. Chacune de ces organisations doit être directement reliée au Comité Central par des liens solides que l'ennemi ne puisse pas rompre du premier coup, par des liens affermis et vérifiés de jour en jour, d'heure en heure, pour que l'ennemi ne puisse pas nous surprendre. » (*Pravda*, 25 avril.)

A la Conférence panrusse du parti bolchévik, Lénine (24, 29 avril) présente son projet de modification du programme. Relevons-y ces lignes :

« Le parti veut une république prolétarienne et paysanne plus démocratique, dans laquelle la police et l'armée permanente seront remplacées par l'armement du peuple... »

Le parti veut « l'autocratie du peuple ». Il préconise la « suppression de la langue d'Etat », — « le droit pour toutes les nationalités de se constituer en Etats autonomes », — « la nationalisation des banques, des trusts et des cartels », — « la confiscation des terres à transmettre immédiatement aux paysans organisés en soviets ». Le parti « conseille » aux travailleurs des campagnes de transformer les grands domaines en exploitations collectives modèles.

A la même époque se situe une polémique de Lénine avec Plékhanov. Tout le différend entre menchéviks et bolchéviks s'y résume. De l'avis du vieux chef de la socialdémocratie russe, « la révolution socialiste